



09-08-2012

L'EUROPE DU CAPITAL IMPOSE SES REGLES

Dès son élection, Hollande a rencontré les organisations financières internationales et certains chefs d'état pour les rassurer et écouter leurs "recommandations". Entre défenseurs des intérêts du capital, il faut s'entendre pour coordonner au mieux les décisions. Les effets de ces rencontres se concrétisent. Un des premiers vient de tomber : le conseil constitutionnel juge que le traité Budgétaire Européen signé le 2 mars par Sarkozy n'est pas contraire à la constitution. Hollande, qui avant son élection semblait combattre la « règle d'or » de son prédécesseur (pas de déficit structurel d'un pays au-dessus de 0,5% du PIB) et qui promettait de passer cette disposition à la trappe au lendemain de son élection, est satisfait. Il n'aura pas à réunir et à faire voter le congrès à Versailles sur le sujet, quel soulagement !! Il n'aura pas à expliquer son "reniement" de façade et évite ainsi les vagues médiatiques et politiques possibles.

Bien sûr pour faire bonne mesure, une partie des alliés du gouvernement s'agite et fait semblant de s'opposer au diktat de l'Europe. Le comble (si c'est possible) c'est que cette « opposition à la gauche du PS » réclame un référendum, comme si le coup du référendum de 2005 n'avait pas suffi. On l'aura compris c'est clairement un coup politicien se substituant à la lutte.

Mais sur le fond, on voit que la perte de souveraineté de notre pays sur le sujet déterminant qu'est la maîtrise du budget national se confirme. Avec le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) ce sont diverses dispositions qui se mettent en place et vont permettre à Bruxelles de décider si le projet de budget des états et leur mise en œuvre sont compatibles avec les exigences du capital.

Cette Europe du capital poursuit sa main mise contre les peuples sous la houlette des gouvernements en place.

Seules les luttes pourront faire obstacle à cette machine à détruire les peuples, leurs emplois et leurs acquis sociaux.

www.sitecommunistes.org